



Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Avant d'en venir à l'examen des situations présentées dans les documents du CTSD, laissez-nous d'abord aborder la question centrale de la réouverture potentielle des écoles le 11 mai, relayant ici l'inquiétude voire l'incompréhension et la colère des enseignants.

L'urgence sanitaire est-elle bien de continuer à œuvrer pour que la **santé des personnels, celle des élèves et de leurs familles soit notre préoccupation essentielle** ou la réouverture programmée des écoles doit-elle se faire dans l'urgence et la précipitation pour répondre à des besoins économiques et permettre aux parents de reprendre le chemin du travail ? Au vu des annonces contradictoires et précipitées du ministre de l'éducation nationale, nous nous posons légitimement la question !

Dès vendredi 24 avril, alors même que nous étions encore en vacances, même si pour beaucoup d'entre nous nous avons fait le choix de garder le contact avec les familles de nos élèves durant ce temps de repos, alors même que la rectrice nous avait invités à nous reposer, nous avons reçu un courriel de nos IEN, nous donnant nombre d'informations : les parents pourront choisir de remettre leurs enfants à l'école, mais pas les enseignants, dont les enfants seront eux scolarisés d'office toute la semaine ; les enseignants devront entrer en contact avec les maires pour savoir si cantine, garderie, il y aura, à quels horaires les écoles seront ouvertes ; les enseignants ne disposeront que du lundi 11 et mardi 12 mai pour réfléchir collectivement à l'accueil des élèves, à la mise en place de groupes, à l'organisation des récréations, pour aménager leurs classes, prévenir les parents des conditions d'accueil envisagées en équipe... et bien non, même pas, l'organisation pédagogique devra être communiquée dès que possible aux IEN, sans même que les équipes enseignantes n'aient pu se réunir de visu ! Et tout cela, tout en continuant à assurer la continuité pédagogique, et en assurant le suivi scolaire de nos propres enfants. Et quid de la période du 13 au 25 mai ? Les enseignants pourront enseigner à des élèves d'autres classes que la leur, comme si en 2 jours de temps il était possible de s'improviser enseignant de CP quand on enseigne depuis 10 ans à des élèves de CM1 ! Et ceux pour qui la classe a repris pourront, devront, également assurer l'enseignement à distance pour les élèves dont les parents auront choisi de ne pas les remettre à l'école... Et bien, **non**, cela ne sera pas possible ! Les personnels enseignants, se sont énormément investis pendant cette période intense de confinement, sans compter leur temps, pour garder le lien avec tous leurs élèves, et **il n'est pas possible de leur demander encore plus, toujours plus !**

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, il est vraiment à regretter que les organisations syndicales que nous représentons ici, tout comme les fédérations de parents d'élèves, n'aient à aucun moment été consultées sur ces demandes et informations transmises aux enseignants du département ! Le **Conseil scientifique Covid-19** considère pourtant comme « **essentiel que les enseignants et les parents d'élèves soient associés tout au long du processus de réouverture des écoles** ». Il est vraiment à regretter que toutes ces informations aient été envoyées aux personnels alors même que nous étions encore en vacances, ce qui, croyez le bien, a stressé nombre d'entre nous ! Il est vraiment à regretter qu'une fois de plus il soit demandé aux enseignants de s'adapter, encore et toujours, à des informations

et injonctions contradictoires épuisantes et stressantes inutilement. Car oui, Monsieur l'Inspecteur, les enseignants aimeraient retrouver leurs élèves, si cela est possible au vu de l'évolution de la situation sanitaire de notre pays (et qui peut dire ce qu'il en sera au sortir du confinement ?) mais tout cela dans la sérénité, et une confiance renouvelée aux équipes et en leur professionnalisme ! Mais les personnels, tout comme les parents d'élèves, sont inquiets de cette reprise, inquiets pour leur santé et celle de leurs proches, de leurs élèves et de leurs familles.

Rajouter du stress à l'inquiétude n'est pas une bonne idée !

Nous vous demandons donc de bien vouloir tenir compte de nos remarques et de nous associer à votre processus de réflexion quant à la réouverture potentielle des écoles le 11 mai. **La FSU a quantité de propositions à vous soumettre, qu'elle a d'ailleurs adressées directement au premier ministre le 24 avril.** Nous vous demandons a minima que **les équipes aient une semaine complète pour se réunir et réfléchir aux conditions d'accueil sanitaires à mettre en place, pour préparer l'arrivée des élèves**, 2 jours ne pouvant bien évidemment pas suffire (quid par exemple des personnels en postes fractionnés sur 4 écoles, des personnels à mi-temps : ils ne seraient pas associés à ce processus de réflexion, ou si peu ? Ce n'est pas pensable !) **C'est aux équipes, en coordination avec les collectivités locales, de décider si la réouverture des écoles, et dans quelles conditions, sera possible ou pas.** Cette réouverture, même progressive, des écoles doit être **conditionnées à une validation par la communauté scientifique** qui aujourd'hui, considère très largement qu'elle est déraisonnable (académie de médecine, conseil scientifique, Inserm, institut Pasteur, etc.) et par les **CHSCT**. Gageons que la réunion du CHSCTD prévue le 4 mai sera constructive !

Pour ce qui concerne notre CTSD d'aujourd'hui, nous vous remercions tout d'abord, vous et vos services, pour les réponses apportées vendredi à nos nombreuses questions.

Nous ne reviendrons pas sur les nombreuses raisons qui nous ont conduites à **boycotter le CTSD de ce 27 avril**, vous en avez pris connaissance hier dans notre déclaration intersyndicale.

Cependant, au vu de cette crise sanitaire sans précédent et des informations émanant du ministère de l'éducation nationale préconisant d'accueillir les élèves de 3 à 5 ans par groupes de 5 maximum et ceux de 6 ans et plus par groupes de 8 à 10 maximum, était-il nécessaire, vraiment, de fermer des classes, faisant de fait augmenter la moyenne du nombre d'élèves dans chaque classe des écoles concernées ? Assurément, non ! Mais ce n'est pas le choix que vous avez fait Monsieur l'Inspecteur d'académie, alors même que nous savons que le virus n'aura pas disparu en septembre, et nous ne pouvons ici que dénoncer un tel choix !

Il aura fallu une crise sanitaire sans précédent pour que notre département ne se voit plus doté de -13 postes, comme cela avait été annoncé en décembre par le ministère de l'éducation nationale, mais de +13 postes, ce dont nous ne pouvons que nous réjouir, mais qui seront insuffisants pour faire face à **l'urgence sociale** et aux **enjeux d'égalité de réussite des chances pour tous nos élèves**.

L'urgence sociale révélée par cette crise sanitaire (conditions de logement difficiles pour nombre de familles, absence d'équipement numérique, conditions de vie précaires renforcées) ne nécessitait-elle pas des créations de postes massives pour augmenter les chances de réussite à l'école pour tous les élèves, en faisant baisser les moyennes de classes partout (en deçà de 25 ou de 20 dans les classes multiniveaux ou en éducation prioritaire et de 15 en toute petite section) , en renforçant les RASED, leur permettant ainsi de mener à bien leurs missions sur l'ensemble du territoire, en augmentant le nombre de remplaçants , en déchargeant davantage les directrices et directeurs d'école? Assurément, si !

Mais là encore, vous effectuez d'autres choix, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, prévoyant de supprimer le dernier poste PDMQDC et de poursuivre la fermeture des postes de - de 3 ans, ces dispositifs ayant pourtant fait leurs preuves quant à l'amélioration de la réussite des élèves, les équipes enseignantes vous le diront. Ces choix, nous les contestons !

Au cours de ce CTSD nous interviendrons pour **contester les fermetures de classes prévues**, pour **demander d'autres ouvertures de classes** dans les écoles où les effectifs le nécessitent, nous interviendrons pour le **maintien du dernier poste PDMQDC** potentiellement transformable en dispositif 100% réussite, nous interviendrons pour **soutenir les créations de postes demandées par les personnels du collectif RASED de la Somme** qui se sont adressés à vous par courrier, nous interviendrons pour soutenir la lutte des parents d'élèves, des maires et des enseignants **pour le maintien du RPI de l'Epine**, qui, plus que jamais dans ce contexte de crise sanitaire, ne peut et ne doit être avalisé , nous interviendrons pour contester la transformation des postes de CPC EPS en postes généralistes, comme nous l'avions fait l'an passé, transformation de postes qui s'est préparée sans même que les personnels concernés ne soient prévenus ! Ecole de la bienveillance avec ses personnels, dites-vous ?

Enfin, nous tenons à **dénoncer le calendrier pour le moins très resserré de cette carte scolaire**, calendrier que nous avons certes accepté pour ne pas pénaliser les enseignants en attente des opérations de mouvement du personnel, mais qui nous a contraint à travailler pendant ces vacances afin de préparer au mieux cette instance, et qui ne nous laissera qu'une journée pour préparer le CDEN ! Ces délais non réglementaires vous ont conduit d'ailleurs à nous adresser les documents de travail du CDEN alors même que le CTSD n'avait pas eu lieu, interrogeant l'utilité de cette même instance !